

Débat thématique : La problématique énergétique en Belgique

Note déposée par le groupe politique CDH

LES DEFIS D'UNE VERITABLE POLITIQUE ENERGETIQUE D'AVENIR

Introduction

La politique énergétique en Belgique est actuellement soumise à des défis importants. L'augmentation continue des émissions de gaz à effet de serre en est l'élément le plus marquant, mais il ne faut pas non plus oublier le besoin de maintenir un approvisionnement en énergie sécurisé et diversifié (les crises récentes du gaz Russe en Biélorussie et en Ukraine, en ont témoigné l'importance) et l'importance de garder des prix compétitifs et stables pour notre économie (industries et ménages).

C'est pourquoi, la définition d'une politique énergétique doit, selon nous, répondre à **trois objectifs majeurs**. D'abord, elle doit s'inscrire dans le respect et le développement d'un environnement harmonieux, en phase avec les risques environnementaux majeurs, ce qui impose des efforts accrus en terme de réduction de gaz à effet de serre. Ensuite, l'énergie doit être fournie à des prix compétitifs et accessibles, permettant à notre économie de prospérer et aux ménages de faire face à leurs besoins. Enfin, les prix énergétiques doivent être stables, condition nécessaire pour permettre au monde industriel de prévoir les évolutions économiques futures. Ceci nécessite de prendre des précautions pour garantir une dépendance énergétique bien répartie selon les sources d'énergie et les zones géographiques.

Parallèlement, mais de manière intrinsèquement liée, la Belgique se doit de réussir la libéralisation de son marché de l'électricité et du gaz, qui a été décidée avec les directives européennes de 1996 et, notamment, de mettre en place les conditions d'une véritable concurrence sur le marché belge de l'électricité et du gaz. Celle-ci est indispensable (mais pas nécessairement suffisante) pour permettre de maintenir des prix stables et accessibles à long-terme et pour permettre l'entrée de nouveaux producteurs proposant une énergie plus respectueuse de l'environnement (ex. : électricité verte)

Dans cette note, nous commençons par développer chacun de ces objectifs et par définir les options politiques qui s'en dégagent. Nous abordons ensuite, très brièvement, la question de la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz et de la concentration de certains acteurs sur le marché belge, comme abordés par différents intervenants.

I. La mise en place d'une véritable politique énergétique axée sur 3 axes

1. Le respect durable de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique

Pour le cdH, la diminution des gaz à effet de serre doit constituer un pilier de la politique énergétique de la Belgique. Il n'est pas utile de rappeler les conséquences désastreuses du réchauffement climatique et l'importance fondamentale pour les générations futures, comme pour certaines régions du monde, de réduire nos émissions.

Cela passe tout d'abord par le respect du protocole de Kyoto pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Or, dans le cadre du Protocole de Kyoto, la Belgique s'est engagée à réduire, dans la période 2008-2012, ses émissions de GES de 7.5% par rapport aux émissions de 1990. Ces efforts ont été répartis entre les autorités fédérales et les Régions. Mais selon le rapport de l'agence européenne de l'environnement (2006), avec les mesures actuelles mises en place, la Belgique ne respectera pas ses engagements¹. Selon les estimations, l'émission de gaz à effet de serre augmentera de 1,2% en 2010 par rapport à 1990. Même en achetant à l'étranger des droits d'émission (ce qui ne peut être considéré comme une bonne solution), la Belgique atteindra uniquement une réduction de 6,6%. Il faut donc d'urgence définir une politique énergétique plus ambitieuse et plus volontariste de réduction de gaz à effet de serre, réunissant et mobilisant l'ensemble des niveaux de pouvoir et des acteurs concernés.

2. L'importance de disposer de prix compétitifs et accessibles

Le maintien de prix compétitifs est essentiel selon nous, pour nos ménages comme pour nos industries (on a tous en tête les ravages des deux crises pétrolières de 1973 et 1979).. Pour nos ménages car nous avons tous besoin de nous chauffer, de nous éclairer, de nous déplacer, de nous nourrir, ce qui implique le recours à une forme d'énergie. On ne peut accepter que de plus en plus de personnes se retrouvent contraintes de faire des choix entre ces besoins vitaux. Celle-ci doit dès lors être accessible à tous, en particulier aux personnes les plus défavorisées. Ensuite, pour nos industries qui pour être compétitives, se développer et prospérer doivent disposer de prix énergétiques compétitifs.

3. Renforcer la sécurité d'approvisionnement afin de bénéficier d'une stabilité des prix

Il est un autre objectif qui doit déterminer la politique économique : c'est l'importance de sécuriser notre approvisionnement énergétique. Cela passe, notamment, par le maintien d'une certaine diversification dans les sources d'approvisionnement. Aujourd'hui, près de 2/3 de la consommation totale en énergie de l'Europe sont importés. Si rien n'est entrepris de manière volontariste, cette dépendance va s'accroître dans le futur, provoquant une modification majeure du paysage énergétique: augmentation des risques, volatilité des prix des combustibles, envolée de la facture énergétique à court terme, crainte de la pénurie,... Dans un communiqué de presse du 14 février 2005, la CREG note: *la dépendance croissante de l'Europe vis-à-vis des énergies importées amplifie le risque de rupture d'approvisionnement des centrales en combustible et accroît la sensibilité du prix de l'électricité aux fluctuations de prix du marché du gaz naturel*. Lors de son audition, Mme Vanderveeren (CREG) a également insisté sur le fait que l'Union européenne se trouve dans une situation de dépendance vis-à-vis du gaz naturel (en grande partie vis-à-vis de la Russie), laquelle dépasse les 50%. Pour le cdH, il faut veiller à sécuriser notre approvisionnement en énergie. A cet égard, au niveau international, la Belgique doit faire entendre sa voix, principalement au niveau européen, pour promouvoir la conclusion de partenariats avec les principaux fournisseurs d'énergie.

* *
*

¹ EEA, [Greenhouse gas emission trends and projections in Europe 2006](#).

Le cdH estime que ces 3 objectifs doivent guider et orienter la politique énergétique de la Belgique. Celle-ci doit par ailleurs d'urgence être définie et comprendre un plan d'actions précis, avec notamment:

1. Des actions amenant à réduire la consommation d'énergie

Selon le Professeur Deconinck (CEN), il devrait être possible de faire des économies d'énergie sans perte de prospérité, à hauteur de 20%. Ce chiffre, particulièrement important, montre le potentiel de la réduction de consommation d'énergie dans l'élaboration d'une politique énergétique d'avenir.

Sur la période 1990-2005, le secteur industriel et le secteur agricole ont connu une tendance à la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Par contre, le secteur résidentiel et le secteur des transports ont connu des tendances à la hausse. Ainsi, depuis 1990, les secteurs transport routier, résidentiel et tertiaire sont responsables de 7,1% des émissions totales, soit presque l'équivalent de l'objectif de Kyoto pour la Belgique (-7,5%). Cette tendance est contrebalancée par une baisse des émissions dans les autres secteurs (-6,5%)². Nous sommes d'avis qu'il faut orienter, en particulier le secteur des transports et le secteur des ménages, à réduire leur consommation en énergie. Nous consommons aujourd'hui beaucoup plus que ce dont nous avons besoin. Il s'agit de conscientiser davantage les acteurs par rapport à l'impact énergétique de leurs actions afin d'éviter le gaspillage d'énergie et son utilisation irrationnelle. Cela passe, selon nous, par des actions sur l'efficacité énergétique des bâtiments (comme l'a mentionné le professeur van Ypersele, le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre est considérable : jusqu'à 25%), des actions sur les moyens de transport (telle qu'une fiscalité plus favorable aux voitures respectueuses de l'environnement -voir les propositions de loi et de décret du cdH à ce propos), des campagnes de sensibilisation promouvant une utilisation rationnelle de l'énergie (notamment dans les écoles), développer des alternatives, notamment à l'usage individuel de la voiture, etc.

2. Le développement du renouvelable

Mais des mesures de réduction de la consommation ne suffiront bien entendu pas. Il faut parallèlement, développer massivement le renouvelable. La volonté du cdH est de donner une place prépondérante aux énergies renouvelables dans le cocktail énergétique de la Belgique. Mme Jacquet (ASBL EDORA) a mentionné que selon une étude récente commanditée par la Politique scientifique fédérale belge, « *le potentiel des énergies renouvelables en Belgique est de 18% pour une politique proactive à l'horizon 2025, et de 8% en matière d'électricité, à politique inchangée* ». Les perspectives d'emplois et le renforcement de PME locales, non délocalisables, sont par ailleurs non négligeables. Une telle politique proactive doit dès lors être mise en place, en instaurant, notamment, des mécanismes de soutien financier public (en effet les énergies renouvelables requièrent bien souvent un investissement élevé), une politique volontariste en termes de biocarburants, le développement accru des mécanismes de certificats verts, etc.

Malheureusement, le potentiel des énergies renouvelables, étant donné la technologie actuelle, reste limité en Belgique, entre autres à cause de la nature même de notre pays : densité de population, relief, météo, territoire limité,... Ainsi, par exemple, la biomasse est l'une des principales énergies renouvelables disponibles en Belgique, mais elle se heurte à la limite des disponibilités de surfaces territoriales suffisantes. De son côté, l'énergie éolienne représente

² D'après Quatrième communication nationale sur les changements climatiques, Belgique, 2006

aujourd'hui l'énergie renouvelable principale, mais elle présente le problème de la discontinuité de la production et du coût comme M. Streydio l'a mentionné. Aussi doit-elle être accompagnée d'une autre source d'énergie continue telle que le gaz naturel, le pétrole ou le charbon. (C'est la raison pour laquelle le Danemark, qui possède le plus vaste parc d'éolienne, émet également beaucoup de gaz à effet de serre.). Aujourd'hui, le potentiel des énergies renouvelables est limité mais il doit être développé afin, dans l'avenir, de constituer un véritable approvisionnement énergétique d'envergure. Ainsi, le photovoltaïque, l'hydraulique, la cogénération, etc. constituent aujourd'hui des sources d'énergies à développer et stimuler.

2. La question du nucléaire

Si une réduction de la consommation d'énergie doit prendre place et présente un potentiel de réduction de gaz à effet de serre considérable, et que les sources d'énergie renouvelables sont intéressantes et doivent être développées, il n'en reste pas moins qu'à court et moyen terme, il apparaît qu'aujourd'hui, ces mesures ne suffiront pas à elles-seules à garantir les 3 objectifs d'une politique énergétique (objectifs qui impliquent de cibler prioritairement l'effort sur la réduction de notre consommation d'énergie fossile, qui représente en 2005, 74,4% de notre consommation d'énergie primaire et 81% de notre consommation finale d'énergie). La sortie du nucléaire est prévue à partir de 2015, c'est-à-dire demain. Cette sortie du nucléaire va augmenter considérablement la production de gaz à effet de serre, étant donné la situation énergétique belge actuelle, et augmenter fortement le prix de l'électricité. Comme l'a mentionné M. Hansen, « *selon le scénario de la sortie du nucléaire prévu à partir de 2016, si le parc nucléaire est remplacé par des centrales TGV (Turbines Gaz Vapeur), alors les émissions de CO2 doubleraient en Belgique pour le secteur de l'électricité. Si on remplaçait tout le parc nucléaire par le mix actuel du parc de production (centrales TGV, centrales charbon, etc.), les émissions de CO2 tripleraient. Cela signifierait donc que pour l'ensemble de la Belgique, tous secteurs confondus, les émissions de CO2 augmenteraient de 12% et de 25% respectivement.* »

De nombreux rapports corroborent ses propos. Ainsi, le rapport de la commission AMPERE a établi de manière très claire que si la Belgique n'avait pas développé son parc de production nucléaire pour la production d'électricité, les émissions de gaz à effet de serre liées à la production d'électricité seraient actuellement multipliées par un facteur supérieur à 2. On estime que le recours au nucléaire permet de réduire l'émission annuelle de CO2 en Belgique de l'ordre d'environ 35 millions de tonnes. Chaque année, une centrale nucléaire de 1 Gw en fonctionnement permet d'économiser près de deux millions de tonnes d'équivalent pétrole et d'éviter l'émission de 2,5 millions de tonnes de CO2³. Une étude du Bureau du Plan (2004)⁴ a simulé plusieurs scénarii de consommation d'énergie en Belgique à l'horizon 2030 et son impact en termes de rejet de CO2 d'origine énergétique. Selon l'hypothèse de l'abandon progressif du nucléaire, au cours de la période 2020-2030, les émissions de CO2 seraient respectivement de 12% et 38% plus élevées que les émissions de 1990.

En conclusion, le cdH estime qu'il existe un besoin urgent d'élaborer une stratégie énergétique pour préparer le futur énergétique de la Belgique !

³ Echavarri, *ibid.*

⁴ GUSBIN D., HOORNAERT B. (2004), "Perspectives énergétiques pour la Belgique à l'horizon 2030", Bureau Fédéral du Plan.

Pour le cdH, il faut définir au plus tôt un cocktail énergétique qui garantisse au mieux les 3 objectifs mentionnés, sur base d'une analyse précise de toutes les pistes possibles (renouvelable, réduction d'énergie, gaz, charbon propre, nucléaire, etc.).

A cette fin, il serait important que l'ensemble des niveaux de pouvoir et des acteurs concernés puissent débattre d'un futur plan d'énergie alternatif aux énergies fossiles. Il s'agirait dans ce contexte de mettre sur pied une « Commission contre la dépendance aux énergies fossiles » (à l'exemple de la Suède) qui serait dotée d'attributions, de moyens, de pouvoirs, etc., étendus et composée de représentants de l'industrie, des consommateurs, des experts de l'environnement, de la société civile, du monde académique, de tous les niveaux de pouvoirs,...

Cette « Commission » serait chargée d'élaborer un « plan d'énergie alternatif au fossile » et d'étudier l'intégralité des options énergétiques afin que puissent être prises les orientations énergétiques qui répondent le mieux à la triple dimension : lutte contre le réchauffement climatique, accessibilité de l'énergie, sécurité d'approvisionnement.

Ces dernières années, le gouvernement fédéral a pris, extrêmement peu, pour ne pas dire aucune, mesure pour préparer la Belgique à son avenir énergétique. Sous la législature précédente, il a décidé de sortir du nucléaire à partir de 2015, mais sans que soient mises en place, ni sous cette législature ni sous la précédente, les conditions nécessaires pour assurer un avenir énergétique sans le nucléaire. Un exemple est donné par Mme Vanderveeren (CREG), qui constate que si la Belgique sort du nucléaire à partir de 2015, il faudra remplacer la production nucléaire par des centrales alimentées au gaz. La Belgique devra dès lors réaliser des investissements considérables dans des unités de production mais aussi dans l'infrastructure de transport. Or, *« ces investissements sont techniquement possibles mais aussi très urgents. La CREG constate que le critère de fiabilité a été quelque peu mis à mal en raison des retards dans les investissements en ce qui concerne les centrales de type TGV et d'autres unités alimentées au gaz. Il faut créer rapidement un environnement sûr qui soit propice à de nouveaux investissements en ce qui concerne le transport du gaz et de l'électricité. »* Il y a donc des décisions à prendre, des investissements à faire, et cela, d'urgence.

Quelques nouvelles pistes à étudier :

- Le charbon propre : plusieurs intervenants ont mentionné le potentiel du charbon propre. (M. Streydio, Mme Vanderveeren, etc) ;
- Selon M. Deconinck, la durée de vie des réacteurs a été fixée à 40 ans, mais l'exploitation pourrait se poursuivre en toute sécurité jusqu'à atteindre une durée de vie de 60 ans. Il serait intéressant d'analyser le coût en entretien que cela supposerait, à comparer avec le bénéfice qui en résulterait (étant donné le coût extrêmement faible de l'énergie nucléaire comparativement aux autres sources d'énergie) afin d'estimer les ressources qui pourraient être dégagées pour investir dans d'autres sources d'énergies renouvelables ;
- Il faudrait estimer le potentiel qui pourrait être retiré d'utiliser le fond SYNATOM pour le développement de politique de réduction d'énergie, tout en garantissant que les réserves seront intégrales le jour du démantèlement des centrales.

Réussir la libéralisation du marché du gaz et de l'électricité

En ce qui concerne la libéralisation du marché du gaz et de l'électricité, nous nous limiterons à dire qu'une concentration de GDF-Suez changerait le paysage énergétique de la Belgique. Mais quoiqu'il en soit, le peu d'acteurs en jeu actuellement sur le marché belge témoigne des avancées qui doivent encore être réalisées afin d'instaurer une véritable concurrence entre les acteurs opérant sur le marché belge. Plusieurs points ont été abordés lors de la question de la concentration de Suez et de GDF et mériteraient d'être analysés avec attention. Nous nous limiterons à en citer quelques uns :

- Dissocier et réformer Fluxys, en tant que gestionnaire du réseau de transport, de telle sorte que Suez-GDF (si fusion il devait y avoir) ne puisse avoir de rôle décisif au sein du gestionnaire de réseau ;
- Réduire encore l'influence et le poids de Suez-GDF (si fusion il devait y avoir) au sein d'Elia (en dessous des 25%) ;
- Céder éventuellement, et sous des conditions précises, des actifs nucléaires à d'autres producteurs pour ouvrir le marché à des concurrents.

Nous terminerons par ajouter que nous regrettons lourdement le manque de transparence du gouvernement en ce qui concerne la Pax Electrica et le peu de consultations à cet égard avec les parlementaires, mais aussi avec les représentants des organisations, sur un enjeu aussi fondamental.

Vertaling / Traduction

Themadebat : Het energiebeleid in België

Nota ingediend door de CDH-fractie

De uitdagingen van een volwaardig toekomstgericht energiebeleid

Inleiding

Het Belgische energiebeleid moet momenteel belangrijke uitdagingen aangaan. De onophoudelijke stijging van de uitstoot van broeikasgassen is daarvan het meest in het oog springende aspect, maar men mag niet vergeten dat men moet toezien op het behoud van een veilige en gediversifieerde energievoorziening (zoals onlangs nog gebleken is tijdens de crisissen rond het Russisch gas in Wit-Rusland en Oekraïne), en op het behoud van competitieve en stabiele prijzen voor onze economie (industrie en gezinnen)

Daarom moet een energiebeleid volgens ons **drie grote doelstellingen** voor ogen houden. Ten eerste moet het gepaard gaan met respect voor en de ontwikkeling van een harmonieus milieu, dat rekening houdt met de belangrijke milieurisico's, wat betekent dat men meer inspanningen moet leveren om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen. Ten tweede moet energie aan competitieve en stabiele prijzen geleverd worden, zodat onze economie kan groeien en de gezinnen in hun behoeften kunnen voorzien. Ten slotte moeten de energieprijzen stabiel zijn, wat noodzakelijk is om de industrie in staat te stellen toekomstige economische evoluties te anticiperen. Daarvoor moeten voorzorgen genomen worden zodat de energie-afhankelijkheid goed gespreid wordt volgens energiebronnen en geografische criteria.

Daarnaast, maar op een manier die met het voorgaande wezenlijk verbonden is, moet België de liberalisering van zijn elektriciteit- en gasmarkt voltooiën overeenkomstig de Europese richtlijnen van 1996, en de voorwaarden scheppen voor een werkelijke mededinging op de Belgische elektriciteit- en gasmarkt. Dit is onontbeerlijk (maar misschien niet voldoende) om op lange termijn stabiele en betaalbare prijzen te behouden en om nieuwe producenten in staat te stellen milieuvriendelijkere vormen van energie aan te bieden (bv. groene stroom).

In deze nota beginnen wij met een uiteenzetting van elk van deze doelstellingen en het bepalen van de daaruit voortvloeiende politieke opties. Vervolgens halen wij heel kort de kwestie aan van de liberalisering van elektriciteit- en gasmarkt en van het overwicht van sommige actoren op de Belgische markt, zoals die door verschillende sprekers wordt uiteengezet.

I. Het bepalen van een volwaardig energiebeleid op drie pijlers

1. Duurzaam respect voor het milieu en bestrijding van de opwarming van de aarde

Voor het cdH moet de vermindering van broeikasgassen een pijler zijn van het Belgische energiebeleid. De catastrofale gevolgen van de klimaatopwarming zijn genoegzaam bekend, evenals het fundamentele belang van de vermindering van de uitstoot voor de toekomstige generaties en voor sommige regio's in de wereld.

In eerste instantie moet het Kyoto-protocol betreffende de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen nageleefd worden. In het raam van Kyoto heeft België zich er immers toe verbonden om in de periode 2008-2012 zijn uitstoot van broeikasgassen te verminderen met 7,5 % ten opzichte van het niveau van 1990. De inspanningen werden gespreid over de federale en gewestelijke overheden. Volgens het verslag van 2006 van het Europees milieu-agentschap, zal België met de huidige maatregelen zijn verplichtingen echter niet kunnen nakomen⁵. Volgens ramingen zal de uitstoot van broeikasgassen in 2010 met 1,2 % zijn toegenomen ten opzichte van 1990. Zelfs het aankopen van emissierechten in het buitenland (wat geen goede oplossing genoemd kan worden) zal België slechts een vermindering met 6,6 % halen. Er moet dus dringend een meer ambitieus en voluntaristisch energiebeleid bepaald worden voor het verminderen van broeikasgassen, waarbij alle betrokken beleidsniveaus en actoren betrokken worden.

2. Het belang van competitieve en betaalbare prijzen

Het behoud van competitieve prijzen is volgens ons essentieel voor onze gezinnen en onze industrie (iedereen herinnert zich nog de ravages van de oliecrisis van 1973 en 1979). De gezinnen moeten kunnen beschikken over verwarming, verlichting, vervoer, voedsel, wat het verbruik van een of andere vorm van energie veronderstelt. Men kan niet aanvaarden dat steeds meer mensen keuzes moeten maken tussen deze levensnoodzakelijke behoeften. De energie moet dus voor iedereen beschikbaar zijn, in het bijzonder voor de minst bedeelden. Onze industrieën, ten slotte, moeten over competitieve energieprijzen kunnen beschikken om competitief te blijven, zich te ontwikkelen en te groeien.

3. De voorzieningsveiligheid versterken opdat de prijzen stabiel blijven

Er is nog een andere doelstelling die ons economisch beleid moet bepalen : het beveiligen van onze energievoorziening. Een van de middelen daartoe is het behoud van een zekere diversiteit van de bronnen. Bijna twee derde van het totale energieverbruik in Europa wordt vandaag ingevoerd. Als er geen voluntaristische maatregelen genomen worden, zal deze energieafhankelijkheid in de toekomst nog toenemen, en een grootschalige wijziging van het energielandschap teweegbrengen :

⁵ EEA, *Greenhouse gas emission trends and projections in Europe 2006*.

verhoging van de risico's, schommelingen van brandstofprijzen, stijging op korte termijn van de energiefacturen, angst voor schaarste,... In een persmededeling van 14 februari 2004 schrijft de CERG : *De toenemende afhankelijkheid van Europa van ingevoerde energie verhoogt het risico op onderbreking van de brandstofvoorziening van de centrales en verhoogt de gevoeligheid van de elektriciteitsprijs voor de prijsschommelingen op de aardgasmarkt.* Tijdens de hoorzitting heeft mevrouw Vanderveeren (CREG) ook aangedrongen op het feit dat de afhankelijkheid van de Europese Unie (grotendeels van Rusland) wat aardgas betreft meer dan 50 % bedraagt. Voor het cdH moet onze energievoorziening veiliggesteld worden. België moet hierin zijn stem laten horen op internationaal, en vooral Europees, vlak, om het sluiten van partnerschappen met de voornaamste energieleveranciers te bevorderen.

*

Het cdH meent dat deze drie doelstellingen het Belgische energiebeleid moeten sturen en bepalen. Dit beleid moet trouwens dringend uitgestippeld worden en duidelijke maatregelen inhouden, onder meer :

1. Maatregelen om het energieverbruik te verminderen

Volgens professor Deconinck (CEN) moet het mogelijk zijn om 20 % energie te besparen zonder welvaart te verliezen. Dit hoge percentage toont aan dat een toekomstgericht energiebeleid vele mogelijkheden heeft om het energieverbruik te doen verminderen.

Tijdens de periode 1990-2005 zijn de broeikasgasemissies van de industriële en de landbouwsector gedaald. De uitstoot in de residentiële en de vervoersector is daarentegen gestegen. Sedert 1990 zijn het wegvervoer, de residentiële en de tertiaire sector samen verantwoordelijk voor 7,1 % van de totale emissie, wat bijna overeenstemt met de doelstelling van Kyoto voor België (-7,5%). Deze trend wordt geneutraliseerd door een daling van de emissies in de andere sectoren (-6,5%)⁶. Wij menen dat vooral de vervoersector en de gezinnen ertoe moeten worden gebracht om hun energieverbruik te verminderen. Wij verbruiken veel meer dan we werkelijk nodig hebben. Alle actoren moeten zich bewust worden van de gevolgen van hun handelingen op energievak om energieverspilling en irrationeel energieverbruik te voorkomen. Volgens ons moet de energie-efficiëntie van gebouwen worden verhoogd (volgens professor van Ypersele kan de uitstoot van broeikasgassen daardoor wellicht met 25% worden verminderd) en is er nood aan acties rond vervoermiddelen (fiscale voordelen voor milieuvriendelijke wagens – zie de wetsvoorstellen en voorstellen van decreet van de cdH hierover), alsook aan sensibiliseringscampagnes om rationeel energieverbruik te bevorderen (met name in de scholen), en aan alternatieven voor met name het individuele gebruik van auto's, enz.

2. Ontwikkeling van duurzame energiebronnen

⁶ Volgens de Vierde nationale mededeling over klimaatverandering, België, 2006

Maatregelen om het energieverbruik te verminderen, zullen uiteraard niet volstaan. Daarnaast moet ook enorm worden geïnvesteerd in de ontwikkeling van duurzame energiebronnen. De cdH wil duurzame energie de eerste plaats bezorgen in de waaier van in België gebruikte energiebronnen. Mevrouw Jacquet (vzw EDORA) heeft erop gewezen dat volgens een recente, door het Belgisch Federaal Wetenschapsbeleid bestelde studie, het potentieel aandeel van duurzame energiebronnen in België met een pro-actief beleid tegen 2025 18 % bedragen, en met een ongewijzigd beleid 8% van het elektriciteitsverbruik. De impact op de werkgelegenheid en de stijging van het aantal plaatselijke KMO's die niet naar het buitenland kunnen worden verplaatst, zijn evenmin te verwaarlozen. Er moet dus een pro-actief beleid worden gevoerd, met name door middel van financiële overheidssteun (duurzame energie vergt vaak veel investeringen), een doortastend beleid inzake biobrandstoffen en de verdere uitbouw van de groene stroomcertificaten, enz.

Helaas blijven de mogelijkheden van duurzame energiebronnen bij de huidige stand van de technologie in België beperkt, onder andere vanwege de kenmerken van het land : de bevolkingsdichtheid, het reliëf, het weer, het beperkte grondgebied, ... Zo is biomassa één van de voornaamste duurzame energiebronnen in België, maar de mogelijkheden zijn beperkt vanwege de territoriale oppervlakte. Windenergie is momenteel de belangrijkste duurzame energiebron, maar zoals de heer Streydio heeft gezegd, rijst hier het probleem van de onderbroken productie en van de kosten. Daarom moet deze energiebron worden aangevuld met een andere, continue energiebron zoals aardgas, petroleum of kool. (Daarom stoot Denemarken, dat nochtans het grootste windmolenpark bezit, ook veel broeikasgassen uit). De mogelijkheden van duurzame energiebronnen zijn dus beperkt maar moeten worden ontwikkeld opdat ze in de toekomst voor een behoorlijk deel van de energiebevoorrading kunnen zorgen. Zo zijn fotonvoltaïsche zonne-energie, waterenergie, warmtekrachtkoppeling, enz. , energiebronnen waarvan het gebruik moet worden ontwikkeld en gestimuleerd.

2. Het probleem van de kernenergie

Hoewel een vermindering van het energieverbruik een belangrijk potentieel tot vermindering van de broeikasgassen heeft en moet plaatsvinden, en hoewel de duurzame energiebronnen interessant zijn en ontwikkeld moeten worden, blijkt vandaag niettemin dat die maatregelen op korte en middellange termijn op zich niet zullen volstaan om de drie doelstellingen van een energiebeleid te bereiken (die doelstellingen impliceren dat we ons prioritair concentreren op de inspanning om ons verbruik van fossiele energie, die in 2005 74,4% vertegenwoordigt van ons primair energieverbruik en 81 % van ons finaal energieverbruik, te verminderen). De uitstap uit kernenergie is vanaf 2015 gepland, dat wil zeggen morgen. Die uitstap uit kernenergie zal de productie van broeikasgassen aanzienlijk doen toenemen, gezien de huidige Belgische energiesituatie, en zal de elektriciteitsprijs sterk doen stijgen. De heer Hansen heeft verklaard dat wanneer volgens het scenario van de uitstap uit kernenergie vanaf 2016 de kerncentrales vervangen worden door STEG-centrales

(Stoom- en Gascentrale), de CO₂-uitstoot van de Belgische elektriciteitssector zou verdubbelen. Indien men alle kerncentrales zou vervangen door de huidige productiemix (STEG-centrales, steenkoolcentrales, enz.), dan zou de CO₂-uitstoot verdrievoudigen. Dat zou dus voor België als geheel en voor alle sectoren samen betekenen dat de CO₂-uitstoot zou verhogen met respectievelijk 12% en 25%.

Die stelling wordt door talrijke rapporten bevestigd. Het rapport van de AMPERE-commissie heeft aldus zeer duidelijk aangetoond dat, mocht België zijn nucleair productiepark voor elektriciteit niet hebben ontwikkeld, de uitstoot van broeikasgassen veroorzaakt door elektriciteitsproductie momenteel met meer dan factor twee vermenigvuldigd zou moeten worden. Kernenergie vermindert de jaarlijkse CO₂-uitstoot in België met naar schatting 35 miljoen ton. Met een draaiende kerncentrale van 1 Gw kan men jaarlijks bijna twee miljoen ton olie-equivalent besparen en de uitstoot voorkomen van 2,5 miljoen ton CO₂.⁷ Een studie van het Planbureau (2004) heeft verscheidene scenario's gesimuleerd voor het energieverbruik in België tot 2030 en de weerslag ervan inzake de CO₂-uitstoot van energieproductie.⁸ Bij een geleidelijke kernuitstap in de periode 2020-2030, zou de CO₂-uitstoot respectievelijk 12% en 38% hoger liggen dan de uitstoot van 1990.

De cdH besluit dat er dringend werk moet worden gemaakt van een energiebeleid om de energietoekomst van België voor te bereiden!

De cdH meent dat men zo snel mogelijk een energiemix moet vastleggen die de drie vermelde doelstellingen moet waarborgen, op grond van een nauwkeurige analyse van alle mogelijke denksporen (duurzame energie, minder energieverbruik, gas, schone steenkool, kernenergie, enz.).

Het is daarom belangrijk dat alle bevoegdheidsniveaus en alle spelers debatteren over een toekomstig energieplan dat een alternatief biedt voor de fossiele brandstoffen. Daartoe dient een "Commissie tegen de afhankelijkheid van fossiele brandstoffen" tot stand te worden gebracht (zoals in Zweden), die voorzien wordt van ruime bevoegdheden, middelen, macht, enz. en samengesteld is uit vertegenwoordigers van de industrie, de consumenten, milieudeskundigen, het maatschappelijk middenveld, de academische wereld, alle machtsniveaus, ...

Die "Commissie" zal ermee worden belast een "energieplan met alternatieven voor de fossiele brandstoffen" te maken en een studie te maken van alle opties op het gebied van energie die zo goed mogelijk aan de drievoudige dimensie beantwoorden : bestrijding van de opwarming van het klimaat, toegankelijkheid van de energie, bevoorradingszekerheid.

De laatste jaren heeft de federale regering zeer weinig, of omzeggens geen maatregelen genomen om België voor te bereiden op zijn energietoekomst. Onder de

⁷ Echavarrri, *ibid.*

⁸ GUSBIN D., HOORNAERT B. (2004), « Energievooruitzichten voor België tegen 2030 », Federaal Planbureau.

vorige regeerperiode heeft ze beslist vanaf 2015 uit kernenergie te stappen, maar zonder dat in deze regeerperiode of in de vorige voor de vereiste voorwaarden werd gezorgd om een energietoekomst te verzekeren zonder kernenergie. Een voorbeeld wordt door mevrouw Vanderveeren (CREG) gegeven, die vaststelt dat wanneer België vanaf 2015 uit kernenergie stapt, de nucleaire productie vervangen zal moeten worden door gascentrales. België wacht dus aanzienlijke investeringen in productie-eenheden, maar ook in de transportinfrastructuur. Die investeringen zijn technisch mogelijk, maar ook heel dringend. De CREG stelt vast dat het criterium van betrouwbaarheid wat tekort werd gedaan wegens de vertragingen in de investeringen voor de STEG-centrales en voor de andere op gas gestookte eenheden. Er moet snel een veilige omgeving in het leven worden geroepen, die tot nieuwe investeringen aanzet voor het transport van gas en elektriciteit. Er moeten dus dringend beslissingen worden genomen en investeringen worden gedaan.

Enkele nieuwe denksporen :

- Schone steenkool : verscheidene sprekers hadden het over de mogelijkheden van schone steenkool. (de heer Streydio, mevrouw Vanderveeren, enz.);
- Volgens de heer Deconinck is de levensduur van de reactoren op 40 jaar bepaald, maar kan de exploitatie in alle veiligheid worden voortgezet tot ze de levensduur van zestig jaar hebben bereikt. Het zou interessant zijn de kostprijs aan onderhoud daarvan te berekenen en te vergelijken met de winst die het kan opleveren (gezien de zeer lage kostprijs van kernenergie in vergelijking met de andere energiebronnen) om de middelen te ramen die kunnen worden verdiend om in andere, duurzame energiebronnen te investeren;
- Er moet worden nagegaan welk potentieel kan worden geput uit het gebruik van het SYNATOM-fonds voor de ontwikkeling van een beleid van energiebesparing, met de waarborg dat de reserves volledig beschikbaar zullen zijn op de dag dat de centrales ontmanteld worden.

De gas- en elektriciteitsmarkt succesvol vrijmaken

Wat de vrijmaking van de gas- en elektriciteitsmarkt betreft, zullen we ons beperken tot de verklaring dat een fusie van GDF en Suez het energielandschap in België zou veranderen. Wat er ook van zij, uit het kleine aantal spelers dat momenteel op de Belgische markt aanwezig is blijkt dat er nog verder moet worden gegaan om echte concurrentie tussen de spelers op de Belgische markt tot stand te brengen. Naar aanleiding van het probleem van de fusie van Suez en GDF werden verscheidene punten besproken die aandachtig moeten worden onderzocht. We noemen er slechts enkele :

- Fluxys eruit lichten en herstructureren als beheerder van het transportnet, zodat Suez-GDF (indien het tot een fusie komt) geen doorslaggevende rol krijgt bij de netbeheerder;
- De invloed en het gewicht van Suez-GDF (indien het tot een fusie komt) bij Elia verder verminderen (tot minder dan 25%);
- Eventueel en onder welbepaalde voorwaarden, nucleaire activa aan ander producenten verkopen om de markt voor concurrenten open te stellen.

Tot besluit voegen we er nog aan toe dat we het gebrek aan transparantie van de regering in verband met de Pax Electrica en het karige overleg hierover met de parlementsleden, maar ook met de vertegenwoordigers van het middenveld over dergelijk fundamenteel onderwerp diep betreuren.